

Lundi 31 janvier 2022

Madame LARDET nous livre son bilan

La fédération socialiste de Haute-Savoie a pris connaissance, avec attention, du bilan dressé par Mme LARDET de son action de députée. Les socialistes Haut-Savoyards apprécient, avec un regard néanmoins critique, l'esprit de cet exercice visant à rendre compte des réalisations engagées au regard du mandat qui a été donné à Mme LARDET.

Dans son édito, Mme LARDET met en avant une « transition » nous amenant à sortir d'un « modèle de société issu de la révolution industrielle qui nous a fait basculer d'une société agraire et artisanale vers une société commerciale ». Ce constat interroge le PS haut-savoyard : Mme LARDET a-t-elle réalisé un saut entre le début du 19^{ème} et la fin du 20^{ème} siècle ou souhaite-t-elle effacer de l'histoire les luttes sociales dont le gouvernement et la majorité ont méticuleusement détricoté l'héritage ? L'ancienne députée LARDET met en avant l'ouverture des droits à l'assurance chômage pour les salariés démissionnaires. La fédération socialiste rappelle que la majorité a, depuis, mené une autre réforme qui a durci les conditions d'accès à « l'allocation de retour à l'emploi » et en a diminué les montants.

Sur le champ de l'éducation, Mme LARDET se gausse d'avoir participé à la mise en place de Parcoursup. Les socialistes de Haute-Savoie jugent ici nécessaire de se remémorer que la majorité et le gouvernement ont ainsi confié l'avenir personnel et professionnel de notre jeunesse à un algorithme. Ce choix relève d'un arbitraire dystopique peu enviable et rarement imaginé, même dans les classiques du genre.

Dans le domaine de la transition écologique, l'ancienne députée de la seconde circonscription de Haute-Savoie, met à son bilan l'interdiction d'utilisation des « pailles » et des « couverts ». Le PS de Haute-Savoie perçoit ici un aveu d'impuissance au regard des nombreux renoncements de la loi « Climat et résilience ». Concernant les enjeux régaliens, Mme LARDET affiche son soutien aux personnels de santé. La fédération socialiste de Haute-Savoie tient à réaffirmer que la crise des services d'urgences est antérieure à celle du COVID. Nous ne pouvons que nous inquiéter de la décision gouvernementale de faire payer un forfait pour accéder aux urgences. Il est toujours regrettable de voir un gouvernement et une majorité faire payer le patient, pour sa qualité de malade.

Enfin, l'ex-députée LARDET partage ses regrets de ne pas avoir pu mener à terme la réforme visant à réduire le nombre de parlementaires. La fédération socialiste de Haute-Savoie se demande comment comprendre une époque durant laquelle une ancienne députée regrette de ne pas avoir pu affaiblir un contre-pouvoir institutionnel ? La fédération s'inquiète de la réelle ambition démocratique, de la majorité, du gouvernement et du président de la République, à l'heure des deux scrutins du printemps.